Face à l'horreur raciste, mobilisons-nous
Rassemblement à Dijon place de la Libération
Mardi 27 octobre 17h30

Ce 23 octobre 2026 à Trappes et à La Verrière, la haine raciste a tué un jeune homme, Pengo Bossio Wangi de 26 ans, parce que noir, et blessé gravement cinq personnes au total dont une enfant de douze ans en urgence absolue ; toutes les victimes ont été ciblées à partir leur apparence et d'une assignation nourrie de xénophobie et de racisme islamophobe, c'est pourquoi le parquet national antiterroriste a ouvert une enquête portant notamment sur le choix présumé des victimes en raison de leur origine ou de leur religion. Cette dimension raciste doit être nommée et condamnée sans détour.
C'est une exigence qui engage tout particulièrement les pouvoirs publics, les responsables politiques et les médias. L'homme interpellé a déclaré « venger les commerçants » après les évènements du 17 octobre 2026 en s'en prenant « aux Noirs et aux Arabes ». Ces propos mettent directement en cause la responsabilité politique et morale de médias tels que CNews aux mains de l'extrême droite, mais aussi de celle de certains responsables politiques qui ont alimenté une lecture raciste des évènements de casses et de pillages en désignant des populations entières à la vindicte. Nous appelons donc à combattre toutes les formes de racisme qui nourrissent la violence des exclusions identitaires, des passages à l'acte meurtriers, et ces discours violents qui attisent les peurs et opposent les citoyens les uns aux autres.
Cette haine raciste est le cœur du projet de l'extrême droite, celui d'une société fondée sur de pseudo-identités qui légitimeraient de rejeter comme fondamentalement différents et dangereux celles et ceux qui sont réduits à leur religion, leur couleur de peau, leur origine. En désignant en particulier les personnes musulmanes comme des ennemis, les mots de l'extrême droite sont directement liés aux actes meurtriers.

Nous dénonçons avec la plus grande fermeté la banalisation des discours de haine, les propos racistes, xénophobes, islamophobes, de stigmatisation et de rejet, qui se diffusent dans notre société, portés par l'extrême droite, repris par la droite extrême et par une part croissante des acteurs politiques, relayés à longueur de journée dans les réseaux sociaux et par certains puissants médias.

Nous dénonçons les idéologies nationalistes, et suprématistes qui nourrissent le racisme, désignent des boucs émissaires, stigmatisent des cibles, à partir de préjugés et d'amalgames, idéologies qui divisent, hiérarchisent et discriminent la population de notre pays commun, la France, à partir de sa diversité contemporaine notamment celle des origines, des apparences, des niveaux sociaux-économiques ou des religions.

Ces idéologies sont en contradiction totale avec l'égalité des droits pour tous et toutes, égalité qui est un fondement de la république et que ces idéologies visent à dynamiter sous l'emprise directe ou indirecte de Bolloré ou de Stérin qui veulent s'accaparer des principaux relais de communications pour influencer les consciences et substituer à une société de solidarité, une société de domination et de privilèges à leur profit, de soumissions et d'inégalités pour les populations. Ces idéologies, radicalement contraires aux valeurs républicaines, font peser un risque majeur sur notre société et notre démocratie surtout lorsque des forces politiques jouent, parfois par stratégie électorale, avec ces idées dangereuses. Toute indulgence, toute ambiguïté, toute alliance, toute complaisance avec les forces, les partis et les idées d'extrême droite est une compromission inacceptable que nous condamnons.

La lutte contre le racisme ne peut donc se résumer à des déclarations de principe ou à des condamnations de circonstance. Elle exige une volonté politique constante, des moyens et des actes. Il serait irresponsable de continuer à considérer la montée du racisme comme une simple dérive du débat public et ainsi de contribuer à installer un climat dans lequel la haine devient acceptable et la violence pensable, car il faut le rappeler avec force : le racisme n'est pas une opinion, c'est une infraction à la loi et la République ne peut tolérer que certains de ses citoyens vivent dans la peur en raison de ce qu'ils sont ou supposés être.
Nos concitoyen.nes de couleur de peau ou de religion minoritaires dans le pays ont peur !
Comme l'a déclaré le Maire de Trappes, ils et elles ont peur pour leur père, leur mère, leurs enfants, leurs familles, et pour eux-mêmes ;

Il ne suffit plus de s'indigner lorsque le pire survient. Il faut combattre sans relâche les discours et les idéologies qui nourrissent la haine, protéger celles et ceux qui en sont les cibles et faire de la lutte contre le racisme une véritable priorité nationale et cela ne vaut pas seulement pour les actes antisémites, qui sont

l’expression d’un racisme ancien, profondément ancré et persistant, mais concerne toutes les catégories discriminées ou abusivement désignées comme « moins légitimes » à appartenir à la communauté nationale. Le racisme n’est pas une fatalité. Il prospère lorsque les consciences s’habituent, lorsque les paroles se banalisent et lorsque les pouvoirs publics renoncent à agir.

Nous appelons donc à une mobilisation des citoyens afin de combattre le racisme, les discriminations et les discours qui conduisent au meurtre : ne laissons pas la haine se diffuser dans notre société. Face à la terreur, nous appelons à la solidarité et à la fraternité : donnons de la voix ensemble, dans les médias comme dans toutes les circonstances de nos vies quotidiennes, sur nos lieux de travail, d’études, de vie, contre les paroles racistes car les mots ne sont jamais anodins lorsqu’ils désignent des populations à la vindicte, légitiment les préjugés ou alimentent la peur de l’autre. Car chaque renoncement à combattre le racisme est un recul de l’égalité, et chaque silence face à la haine est une menace pour notre fraternité.